

« Consommateurs de crack évacués à Paris : Sortons du tunnel ! »

Ce matin, la Préfecture de Police de Paris est intervenue dans le tunnel du quartier Rosa Parks où une centaine de sans-abris, pour certains consommateurs de crack, avaient trouvé refuge.

Qui pouvait penser que la précédente évacuation de la « colline du crack » pourrait miraculeusement régler les problèmes liés à la consommation de crack en région parisienne ?

Personne. Pas nos organisations en tout cas, qui n'ont eu de cesse de dénoncer des interventions policières à grand spectacle.

La nouveauté, c'est que celle-ci n'a même pas été préparée avec les associations et structures sociales et médico-sociales, comme cela avait pu être fait lors de la situation compliquée de la porte d'Aubervilliers il y a quelques semaines. Improvisée, elle compromet toutes les tentatives d'accompagnement. Les usager.e.s sont dispersé.e.s sans aucune perspective d'orientation. Il ne leur reste plus qu'à se fixer ailleurs, en attendant une nouvelle évacuation.

Malgré la répression, la consommation et le deal de crack perdurent depuis plus de vingt ans, dans des quartiers du nord de Paris, de Saint-Denis et dans des territoires d'Ile de France. Les mesures d'ordre public ne seront utiles que si elles sont complétées et articulées avec une offre sanitaire et sociale, des propositions d'hébergement à la hauteur du nombre de consommateurs.trices à la rue et l'ouverture d'autres salles de consommation à moindre risque !

Alors qu'un plan d'actions 2019-2022 a été annoncé en mai 2019, réunissant Préfecture, ARS, Ville de Paris, MILDECA, ayant l'objectif de « coordonner et mieux mutualiser l'action menée par l'ensemble des acteurs en matière de lutte contre le crack », force est de constater que nous n'arrivons pas à sortir d'un enlèvement lié au cloisonnement des actions de « sécurité publique » et de « santé publique ».

Ces points de fixation de publics vulnérables dans des lieux de relégation ne pourront que se multiplier et s'institutionnaliser tant que des réponses globales et coordonnées n'auront pas été mises en œuvre.

Des solutions existent, mobilisons-les avec pragmatisme. Que les décideurs regardent enfin ce qui se fait ailleurs, chez nos voisins européens. Cela fonctionne.

Contacts directs :

Nathalie Latour- 01.43.43.72.38 – n.latour@federationaddiction.fr

Béchir Saket, 06.02.03.95.08 - bechir@l630.org